

MILA

Trabendo, bientôt la fin du cauchemar !

Les habitants de la cité des 500 logements (ESTE ou Benredjem) à Mila, veulent une solution radicale à leur problème de toujours, un problème qui date de plus d'une décennie et qui enfonce cette paisible cité dans un délabrement préjudiciable et incontrôlable et expose les habitants à un danger permanent dû aux incessantes échauffourées qui éclatent ici et là, au nombre sans cesse croissant, par milliers, entre revendeurs et visiteurs laissant derrière eux un tableau cauchemardesque, fait de monticules d'ordures de toutes sortes !

Cette situation est due principalement, à ce mégamarché bihebdomadaire, appelé communément le «trabendo», qui a fait de cette cité résidentielle, un vaste dépotoir qui empoisonne la vie et le quotidien des riverains et indispose au plus haut point les habitants de cette cité, qui dénoncent ce fait accompli imposé et béni, faut-il le rappeler, par les pouvoirs publics et en premier chef, une municipalité complaisante et démissionnaire.

En effet, et dès les premières heures de la matinée de chaque

samedi et mardi que Dieu fait, une indescriptible marée humaine cosmopolite, avec une très forte présence féminine, investit ces lieux où on trouve un peu de tout : de l'abattage de volaille, des fruits et légumes à l'habillement à bon marché, du prêt-à-porter, de la friperie, des articles de beauté de pacotille, de la tapisserie, de la quincaillerie, des articles de décoration et tout le toutim.

Un fléau, pourtant aux nuisances multiples (saleté et insalubrité des lieux, vols et agressions physiques et sonores, occupation illégale des

espaces publics, utilisés comme parkings payants etc.) sur le bien-être des citoyens et leur droit au repos, c'est carrément l'enfer pour tous les riverains, mais qui s'en soucie ?

L'APC qui empêche une poignée de centaines de millions comme bail d'adjudication ? L'adjudicateur qui engrange des milliards sur une année, s'en foutant royalement des clauses contenues dans le cahier des charges ? Les commerçants qui écoulent leur marchandise laissant des tas d'ordures derrière eux ? Les clients qui viennent des quatre coins de la wilaya, font leurs emplettes et rentrent chez eux en fin de marché ?

Ce sont évidemment les habitants et leur cité qui subissent tous les aléas de ce gigantesque bazar à ciel ouvert et de cette plaie béante mais, pourquoi devraient-ils accepter cet état de fait ? Refusant donc ce fait accompli qui leur est imposé, ils ont rédigé et signé une pétition qu'ils ont adressée à qui de droit, en l'occurrence le wali, le chef de daïra et le P/APC, afin de les sensibiliser une

énième fois, sur ce cas devenu insupportable ! A défaut, les habitants, particulièrement les jeunes, comptent en finir, définitivement, avec les moyens et les solutions qui leur seront imposés, devant tant de gabegie, de laisser-faire, d'immobilisme et de promesses sans lendemain, de la part de ceux-là mêmes qui sont censés les protéger en faisant respecter l'ordre et la réglementation en vigueur et en veillant au bien-être de la population.

Contactés par nos soins sur cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, le chef de daïra, monsieur Nouredine Boussem et le P/APC de Mila, M. Saïd Maâtouk, étaient catégoriques quant à la délocalisation, pure et simple, de cette «gangrène» urbaine vers un autre endroit, sinon sa fermeture définitive, et ce, au-delà du 31 décembre 2016, date de fin de contrat d'adjudication ! Est-ce la fin du cauchemar pour les habitants de la cité des 500 logements ? Attendons pour voir !

A. M'haimoud

SESSION DE PRINTEMPS DE L'APW DE NAÂMA

Le bilan de 2015 passé au crible

Réunie en session ordinaire du printemps, l'APW (Assemblée populaire de la wilaya de Naâma) a tenu à examiner jeudi dernier à la salle Nasr, le bilan des activités de l'année écoulée (2015).

Après les longues interventions du premier responsable de la wilaya et du président de l'APW qui ont passé en revue secteur par secteur, les membres de l'APW et les directeurs de l'exécutif, se sont également étalés à passer au crible, secteur par secteur, d'où, la nécessité de lever des recommandations pour le suivi et l'exécution des programmes de développement durant l'année en cours.

De ce fait, il a été recommandé que la réalisation des projets doit s'achever dans les délais impartis,

alors que les besoins de la population ne font que s'accroître, à l'exemple de l'habitat, où encore d'autres dossiers comme celui de la promotion touristique, les insuffisances dans le secteur de la santé (élargir la couverture sanitaire à travers les zones éparses), le développement de l'agriculture et de l'élevage (principales activités économiques après les hydrocarbures), la PTIC (technologies de la communication) le problème des réseaux sociaux (internet), le transport des voyageurs, l'éducation

nationale, la DTP, les affaires religieuses (construction anarchique des mosquées et répartition des imams non réglementée), les aménagements de certains quartiers (assainissement, AEP, bitumage, trottoirs et éclairage public), d'autres secteurs ont été aussi passés en revue, notamment le secteur de la formation professionnelle, les forêts, l'environnement, l'insertion des jeunes, la priorité de recrutement accordée aux jeunes de la wilaya, alors que dans d'autres secteurs où beaucoup reste encore à faire, il a été également recommandé, de se pencher principalement dans le domaine de la jeunesse, du sport et de la culture (achèvement de la salle de cinéma de

Méchéria et le musée de Aïn-Séfra).

Notons enfin, que certains secteurs ont taillé la part du lion dans les discussions et les recommandations, alors que les projets en souffrance soulignés doivent être pris en charge et concrétisés durant l'année en cours.

La wilaya a besoin de beaucoup de projets, Aïn-Séfra et Méchéria ont besoin de grands projets pour sortir de l'impasse, mais vu la politique de restriction et d'austérité engendrée par l'effondrement du prix du pétrole, il semblerait que plusieurs projets ne seront plus maintenus, tant que les prix des hydrocarbures demeurent ains.

B. Henine

LA CONFÉRENCE AURA LIEU DEMAIN À L'UNIVERSITÉ D'EL AFFROUN (BLIDA)

Débat sur la problématique des noms des lieux et des personnes

Pour connaître la signification des noms des lieux, leur impact sur la société et leurs rapports avec les sens vernaculaires ayant trait à la langue parlée en Algérie, une journée d'étude aura lieu demain à l'amphithéâtre des sciences humaines et sociologiques de l'université Lounici-Ali d'El Affroun à Blida.

Cette journée, organisée conjointement par l'université d'El Affroun et le centre d'anthropologie et des sciences sociales et culturelles d'Oran, sera animée par trois chercheurs que sont les professeurs Brahim Attoui, Farid Benramdane et Ouerdia Yermache. Ils auront à débattre de deux sujets d'une

importance capitale selon les organisateurs, d'autant qu'il s'agit d'«exprimer une certaine sensibilité propre à la ville, à son histoire, à ses valeurs, à son identité, à sa culture et à son ouverture sur son environnement et sur le monde». Pour ces derniers : «Notre monde actuel, sans frontière du point

de vue de l'échange et de la circulation des informations et des communications, la confusion dans les noms de lieux et la mobilité orthographique d'un même nom de lieu, contribue à rendre celle-ci des plus difficiles et favorise ainsi l'installation de malentendus concourant, entre autres, à une perte de temps et d'argent». Pour ce faire, les organisateurs veulent à travers cette journée sensibiliser les concernés sur la nécessité de : «protéger et de normaliser les noms des lieux, mais encore de les indiquer sur des supports de signalisation clairs qui ne prêtent à aucune ambiguïté». Cette science,

appelée toponymie, a pour rôle, selon les organisateurs, de faciliter la communication internationale. Ces derniers considèrent que l'Algérie n'a pas accordé l'intérêt qu'il faut à la toponymie. Ils ajoutent que «les quelques initiatives menées dans ce sens sont vite tombées en désuétude car assimilées à tort, par manque d'explication, à une opération d'arabisation».

A noter que lors de cette journée, il sera débattu également de l'anthroponymie en général et celle de l'Algérie en particulier, à savoir la science qui traite des noms des personnes.

M. B.

OPÉRATION DE RELOGEMENT À ORAN

Relogement et protestation

La réaction semble inévitable quand il est question de logement à Oran. Et pour cause, à chaque opération de relogement ciblant les vieux quartiers tombant en ruine, il y a des manifestations et des protestations.

C'est ce qui c'est produit au quartier Ibn-Sina d'Oran, lorsque le relogement de 335 familles au niveau du pôle de Belgaid a provoqué une poussée de colère des non-relogés. Route barrée, circulation détour-

née, jet de pierres contre les véhicules et les forces de police. Telle a été la situation durant quelques heures, et cela s'est déjà déroulé à Sid El Houari, et Ras El Aïn. Le passif est si lourd en matière

de logement que la demande n'arrive pas à être satisfaite malgré les 35 000 logements du pôle Belgaid, les 9 000 logements des Planteurs, pour ne citer que ces deux programmes de logements les plus conséquents dans la ville d'Oran.

Ajouté à cette forte demande, il y a comme toujours de la défiance et de la suspicion de la part des habitants envers des responsables locaux et la

gestion de l'attribution. Il y a à chaque fois, une remise en cause des membres des commissions chargées du recensement et les suspicions de fraude, d'octroi à d'indus bénéficiaires. D'ailleurs, des délégués urbains ont été suspendus par la wilaya dans ce cadre, laissant justement libre cours aux dénonciations des citoyens qui s'estiment lésés.

Fayçal M.

RELIZANE

Des jeunes du douar Aïn Teboul ferment le CW 87

Une centaine de jeunes ruraux d'Oum Teboul, relevant de la commune de Sidi-M'hamed-Benali, à une centaine de kilomètres, à l'est du chef-lieu de Relizane, ont procédé hier dans la matinée, à la fermeture du CW 87 reliant la commune de Sidi-M'hamed-Benali à la commune de Taourite dans la wilaya de Chlef, selon des sources concordantes, a-t-on appris. Ils sont venus du douar susmentionné. Sur les lieux, ces derniers revendiquaient l'eau, la construction d'une école primaire, d'un centre de santé, l'aménagement des rues et le transport scolaire, comme ils demandaient également leur part à l'aide aux logements ruraux et des lots de terrain pour y édifier des habitations.

Devant ce constat, l'administration concernée a reçu un groupe de représentants au niveau du bureau relevant du département du chef de daïra de Sidi-M'hamed-Benali.

Selon nos informations, des promesses ont été données aux protestataires quant au règlement de leurs problèmes d'ordre social.

A. Rahmane

CNAS DE MOSTAGANEM

Un bilan jugé satisfaisant du droit garanti à la Sécurité sociale

Le bilan de la campagne d'information sur les nouvelles dispositions de la LFC complémentaire de 2015 en direction des employeurs et des personnes actives sans couverture sociale en vue de la régularisation de leur situation en matière de sécurité sociale est jugé satisfaisant par la direction de la Cnas.

A cet effet, le directeur de wilaya de la Cnas M Ouagouag Réda aurait mis le gros paquet pour réussir cette opération où tous les moyens humains et matériels ont été mis à la disposition pour sensibiliser et convaincre les travailleurs informels à accomplir leurs demandes en vue de leur affiliation volontaire mais aussi à l'attention des employeurs étatiques et privés pour régulariser les effectifs des travailleurs salariés non déclarés à la sécurité sociale.

A cette occasion,le directeur de la Cnas a dressé un bilan exhaustif de cette action et de toutes les activités et a déclaré que le système de la sécurité sociale en Algérie est un système déclaratif basé sur le recouvrement des cotisations et que toute personne activant dans un domaine doit être assurée à la Sécurité sociale, il s'agit dit-il d'un droit garanti.

A. B.